



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Contact : ecrire@npa2009.org

Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Mardi 27 septembre 2016

À quand un coup de chaud social, cette fois tous ensemble, contre les licenciés ?

Samedi dernier à Belfort, avec l'opération « ville morte », toute la population a exprimé sa solidarité avec les salariés du groupe Alstom dont la direction a annoncé la fermeture du site. Les commerçants ont baissé leur rideau en « soutien aux Alsthommes » tout en dénonçant les ravages d'une telle fermeture pour la ville. Mais c'est partout dans le pays que les plans de suppressions d'emplois se succèdent, chez SFR, Philips, Servier, Gefco, HSBC et tant d'autres.

Le patronat à l'offensive

Dernière annonce en date : les 220 salariés du lunetier Logo, dans le Jura, sont menacés de licenciement depuis la décision de LVMH de ne plus leur passer de commandes. LVMH, multinationale spécialisée dans le luxe, ne rencontre bien évidemment aucune difficulté économique, mais recherche des sous-traitants toujours moins chers.

C'est la même chose pour Alstom : avec un carnet de commandes de 30 milliards d'euros et des contrats décrochés partout dans le monde, le groupe est florissant.

En réalité, après avoir été confronté à quatre mois de mobilisations contre la loi Travail, le patronat repasse à l'offensive. En fermant un site emblématique, Alstom met la pression sur tous les travailleurs du groupe pour bien leur faire comprendre qu'ils sont tous menacés.

Rien à attendre du gouvernement

L'annonce d'Alstom a fourni au gouvernement l'occasion de se mettre en scène. Comme si les travailleurs avaient quelque chose à attendre de ceux qui ont cautionné la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois ou des hauts fourneaux de Florange en Lorraine, après avoir clamé que c'était intolérable ! La prétendue « solution industrielle » du gouvernement, c'est d'arroser toujours plus les capitalistes d'argent public, pas de défendre l'intérêt public.

Leurre des nationalisations... et du nationalisme !

Comme la présidentielle n'est pas loin, tous ceux qui espèrent récupérer la place encore chaude y vont de leur démagogie nationaliste. À commencer par Marion Maréchal-Le Pen, dont l'injonction à la SNCF de ne

pas commander au groupe canadien Bombardier des trains TER, mais d'acheter franco-français, conduirait par exemple à fermer l'usine de Crespin dans le Nord, où 2 000 salariés de Bombardier produisent les trains en question !

Dans une économie mondialisée, les capitalistes ont compris que leur seule patrie était leur portefeuille. Mais on voudrait leurrer les travailleurs avec les vertus du « patriotisme économique ».

Mélenchon, lui, ne veut pas que le gouvernement « prive la France de conglomérats puissants, fleurons technologiques et industriels ». Pour être au service de multinationales dont les ministres se font les VRP dans le monde ? C'est pourquoi il préconise la nationalisation d'Alstom. Mais les nationalisations n'ont jamais mis un frein aux suppressions d'emplois. Les capitalistes ne sont du reste pas contre, du moment qu'elles consistent à renflouer des entreprises grâce à l'argent de l'État, pour ensuite les privatiser lorsqu'elles sont à nouveau rentables.

Les licenciés, les destructeurs d'emplois, ne reculeront que face à la force des travailleurs

Il est donc urgent de se coordonner face aux attaques, dans tous les secteurs concernés par les suppressions d'emplois. Y compris dans les services publics comme la Poste, les hôpitaux ou la SNCF.

Les 9 000 salariés d'Alstom sont appelés ce mardi à la grève et à se retrouver à Saint-Ouen, au siège du groupe. Il y aura d'autres occasions de se rassembler et de faire converger nos luttes, face à une situation qui concerne de fait l'ensemble des salariés.

La classe ouvrière doit reprendre l'offensive débutée au printemps dernier. Nous n'avons pas gagné la première manche, mais une deuxième manche se profile, pour imposer notre droit à vivre dignement.

Accord compétitivité: après l'effort... ils frappent encore !

« *Après l'effort le réconfort* » : c'est ce que veut faire croire la direction pour faire passer son nouvel accord compétitivité comme un « *progrès* ». Pour les actionnaires, le réconfort est au rendez-vous : 6,1% de taux de marge au premier trimestre 2016. Alors seront-ils maintenant plus généreux ? Pas du tout répond la direction : une partie du travail reste à faire pour « *combler des écarts* » de compétitivité.

Morale de l'histoire : ça va mieux, mais seulement pour eux !

Pour leur faire lâcher leurs milliards, il faudra qu'on se mette tous d'accord... pour frapper ensemble.

A quand le « Patron bashing » ?

Lundi soir, « l'œil du 20 heures » du Journal de France 2 a révélé une « grosse affaire » : le Captur rejette 15 fois trop de NOx en conditions réelles. Certes pas une grande nouvelle. Et que les médias révèlent la réalité de la pollution au grand public, on ne va pas s'en plaindre ! La direction va encore crier au « *Renault bashing* » en nous demandant d'être tous solidaires des tricheries polluantes qu'elle nous a imposées pour augmenter ses profits.

Et dénoncer les suppressions d'emplois, la précarité et la surcharge de travail, c'est du « *Renault bashing* » aussi ? Mais de ça, pas un mot au 20 heures... alors à nous de nous faire entendre !

Communication frauduleuse

La direction n'en manque pas une. Pour nous vendre son nouvel accord de compétitivité, elle veut nous faire croire que le premier nous a apporté joie et félicité. « *Maintien de tous les sites industriels* » mais fermeture d'un centre technique (Rueil) et perte de 7500 emplois soit l'équivalent de deux usines.

« *Système d'intéressement plus rétributeur : +50% entre 2013 et 2016* » mais Augmentations Générales de Salaires à 0% pendant 3 ans et montant des dividendes des actionnaires 6 fois plus élevé que l'intéressement des salariés. Et enfin un niveau d'embauches « *trois fois supérieur à l'engagement* » alors que les 2000 embauches ne vont même pas compenser le surplus de départs (9847 départs projetés pour fin 2016 pour 8260 initialement prévus).

Si la DGCCRF tombe sur un mail aussi mensonger, la direction a encore du souci à se faire...

Le magot était trop beau

150 kg de pièces provenant des machines à café ont été dérobés mardi dernier au Technocentre, représentant 20 000 €. Les enquêteurs hésitent entre un financement occulte de la campagne électorale (après Bygmalion, une affaire « *Selecta-lion* » ?) et un irrépressible besoin d'argent de poche d'un PDG.

Ouverture sur courant alternatif

Au L26, le badgeage du bâtiment fonctionne un mois sur deux, gênant plus ceux qui y travaillent qu'il n'assure une réelle confidentialité.

La direction aurait-elle peur de montrer à tous que, malgré sa communication sur les millions d'euros engagés contre la pollution automobile, nous travaillons toujours avec aussi peu de moyens, de matériel et de personnel ?

Mégalo Ghosn

D'après des analystes, le rachat de Mitsubishi pourrait conduire Renault-Nissan à devenir le 1^{er} constructeur mondial dans quelques mois. Pour combler le trou sans fond de l'ego de Carlos, les rachats se succèdent sur le dos des salariés, licenciés ou soumis à des accords de compétitivité pour en soutirer encore plus de profits.

La grenouille Ghosn veut se faire plus grosse qu'un bœuf, à nous de préparer l'explosion sociale qui s'ensuivra !

Sauver les emplois ? Non, juste les licenciés !

À « *L'Émission politique* » de France 2, le 22 septembre, Arnaud Montebourg, interrogé à propos de la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay alors qu'il était ministre du Redressement productif, a répondu : « *L'État est entré dans le capital. Nous n'avons pas pu sauver Aulnay mais nous avons sauvé Peugeot* ». En clair : on n'a pas sauvé les ouvriers, on a juste sauvé les licenciés. C'est à ça que sert l'intervention de l'État aux frais du contribuable.

Fiers d'engraisser les marchands de canons

36 Rafale vendus à l'Inde, 8 milliards d'euros et dix ans de négociations ! Les patrons de Dassault, Thales, Safran, MBDA vont pouvoir fêter ça au champagne avec leurs agents commerciaux : le président Hollande et le ministre de la Défense Le Drian. Ce dernier l'a dit lui-même : « *Je suis le ministre de l'export d'armement* ». Avec des commandes d'armes françaises à 15 milliards d'euros en 2015, qui ont triplé depuis 2012, on comprend à quoi se sont attelés le président, l'État et le gouvernement tout au long d'un quinquennat au service des patrons.

Erdogan, chef putschiste sans uniforme

Des dizaines de milliers de personnes arrêtées, plus de 120 000 fonctionnaires démis : juges, procureurs, policiers, parfois sur simple soupçon de sympathie à l'opposant Gülen ou de lien avec le PKK, plus de 100 journalistes emprisonnés, fermeture de 45 journaux et 16 chaînes de télé, une guerre destructrice menée contre les villes kurdes du sud-est.

Voilà le désastre social créé par le chef du parti AKP soi-disant pour sauver la démocratie, en réalité pour éliminer tous ceux qui contestent son arbitraire et sa soif de pouvoir absolu.